

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

DISPOSITIONS GENERALES (D.G)

Maître d'ouvrage

ETAT - MINISTERE DES ARMÉES

Conducteur d'opération

CERCLE MIXTE DE LA LÉGION ÉTRANGÈRE

Objet du marché

CASTELNAUDARY (11)
4ème Régiment Etranger
Quartier Capitaine Danjou – Bâtiment n° 0026
Rénovation de la cuisine du château des Cheminières

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. PRESENTATION DE L'OPERATION	1
1.1. OBJET DE L'OPERATION	1
1.2. ETENDUE DES TRAVAUX	1
1.3. MAITRE DE L'OUVRAGE ; MAITRE D'ŒUVRE.....	1
1.4. CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT.....	1
ARTICLE 2. PRESENTATION DU MARCHE.....	1
2.1. ALLOTISSEMENT	1
ARTICLE 3. - TRANCHES ET PHASES D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	2
ARTICLE 4. - DOCUMENTS.....	2
4.1. - DOCUMENTS TECHNIQUES APPLICABLES AU MARCHE.....	2
4.2. - PLANS JOINTS AU MARCHE.....	3
4.3. MISSION DE SYNTHESE.....	4
4.4. - PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE DU MARCHE.....	4
4.5. - CONTRAINTES	6
4.6. – VISITES DES LIEUX	6
ARTICLE 5. - MODALITES ET CONTRAINTES D'ACCES	7
5.1. – ACCES DES PERSONNELS ET DES VEHICULES	7
5.2. – ACCES AU CHANTIER.....	7
5.3. – CONTRAINTES LIEES AU SITE.....	7
ARTICLE 6. - PROTECTION INCENDIE	7
ARTICLE 7. - ISOLATION ACOUSTIQUE	8
ARTICLE 8. - ESSAIS ET CONTROLES.....	8
ARTICLE 9. - PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION.....	8
9.1. - TRAITS DE NIVEAU	8
9.2. - NIVEAU D'ARASE DES SOLS	9
9.3. - MISE EN ŒUVRE DE SOURCES DE CHALEUR	9
9.4. - POINT PARTICULIER DES PRODUITS DANGEREUX.	9
9.5. - INSTALLATIONS DE CHANTIER:	9
9.5.1. - <i>Branchement provisoires</i>	9
9.5.2. - <i>Accès chantier</i>	10
9.5.3. - <i>Aménagement des locaux pour installation de chantier</i>	10
9.6. TRAITEMENT DES DECHETS :.....	10
9.6.1. - <i>Panneaux de chantier</i>	11
ARTICLE 10. - NETTOYAGE ET PROTECTION DES OUVRAGES.....	11
ARTICLE 11. - NUMEROTATION ET DESIGNATION DES LOCAUX	12

ARTICLE 1. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1. Objet de l'opération

L'opération consiste à rénover les cuisines du château du 4^{ème} Régiment Etranger au quartier capitaine DANJOU à Castelnaudary dans l'Aude.

Le bâtiment n°0026 est un ouvrage de 1850 composé d'un rez-de-chaussée et de deux niveaux dont le dernier reçoit une partie de toiture terrasse sur la partie concernée par les travaux et un sous-sol.

Les travaux comprennent :

L'exécution des travaux de démolitions, de déposes, de gros-œuvre, de second œuvre, le remplacement de deux monte-charges, de menuiseries extérieures et intérieures, du réseau plomberie sanitaire dont la reprise de canalisations d'évacuation des condensats des chambres froides existantes du sous-sol, du réseau et distribution de chauffage, de ventilations, de la chambre froide à l'étage et la réhabilitation du réseau électrique et incendie.

1.2. Etendue des travaux

Les prestations à la charge des présents corps d'états, comprennent l'exécution de tous les travaux décrits ci-après, ainsi que tous les ouvrages annexes et accessoires nécessaires à la finition complète et parfaite de l'œuvre, dans le cadre des pièces contractuelles et de la réglementation en vigueur.

Les entreprises se doivent de s'informer sur l'ensemble des travaux, leur importance, leur nature et suppléer par leurs connaissances techniques et professionnelles, aux détails qui pourraient être omis sur les plans et devis descriptifs.

En conséquence, elle ne pourra jamais arguer, que des erreurs ou omissions aux plans et CCTP, puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de son corps d'état, ou fassent l'objet d'une demande d'augmentation de prix.

1.3. Maître de l'ouvrage ; Maître d'œuvre

La maîtrise d'ouvrage sera assurée par le cercle mixte de la légion étrangère (CMLE) d'Aubagne et la maîtrise d'œuvre sera assurée par l'unité de soutien de l'infrastructure de la défense de Carcassonne.

1.4. Classement de l'établissement

Le château n'est pas classé au titre des monuments historiques, mais le site est classé : « arborétum des Cheminières » depuis le 7/06/1958 par arrêté ministériel.

Le bâtiment est soumis à la réglementation du code du travail.

ARTICLE 2. PRESENTATION DU MARCHE

2.1. Allotissement

Les travaux de réalisation font l'objet du présent marché à lot unique. Il comporte **dix (10)** sections techniques définies ci-après et désignées par l'abréviation (ST) dans la suite du présent marché.

Désignation de la ST	Objet du lot ou ST
ST N°1	Gros œuvre / Cloisonnement / Doublage
ST N°2	Toiture terrasse
ST N°3	Montes charges
ST N°4	Menuiseries extérieures et intérieures
ST N°5	Revêtement de sols et de murs
ST N°6	Plafonds
ST N°7	Peinture
ST N°8	Electricité courant fort / courant faible
ST N°9	Ventilation / Climatisation /Chambre froide
ST N°10	Plomberie sanitaire – Chauffage

L'entreprise devra, notamment comprendre dans son offre, sous peine de nullité :

- L'ensemble des études et travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages ;
- La découverte d'erreurs ou d'omissions dans le descriptif établi par le Maître d'œuvre, celui-ci devant être immédiatement informé de ces erreurs ou omissions. Dans tous les cas, l'entreprise s'engage à effectuer l'intégralité des travaux prévus au devis descriptif ou représentés sur les plans.

L'entreprise aura pris connaissance avant signature du marché de l'ensemble des documents contractuels et des conditions techniques générales.

ARTICLE 3. - TRANCHES ET PHASES D'EXECUTION DES TRAVAUX

Sans objet.

ARTICLE 4. - DOCUMENTS

4.1. - Documents techniques applicables au marché

- Le présent CCTP et dispositions générales;
- Les documents cités dans chaque section technique;
- Les rapports de repérage amiante et plomb :
- Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti n° du rapport 19598781/S1.1.4.R, de la société Bureau Veritas, du 21/08/2023 fourni en annexe ;
- Repérage du plomb avant travaux rapport n° 22026424, de la société Bureau Veritas, du 19/04/2024 fourni en annexe ;
 - Le rapport de structure;
 - Les documents cités dans les articles du CCAP ;
 - Les documents publiés par le CSTB et relevant de la procédure de l'avis technique : cahiers et avis techniques ;
 - Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Trx) ;
 - Cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux ;
 - Cahiers des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS - DTU) ;
 - Les Eurocodes.

4.2. - Plans joints au marché

Les plans joints au marché sont au nombre de 20 dont l'inventaire est défini ci-dessous :

Numéro Planche	Intitulé
00	Page de garde
01	Plan de situation
02	Plan de masse
03	Niveau R-1 Etat existant
04	Niveau RDC Etat existant
05	Niveau R+1 Etat existant
06	Niveau R+2 Etat existant
07	Niveau R-1 Etat futur
08	Niveau RDC Etat futur Fluides et réseaux
09	Niveau RDC Etat futur Plafonds suspendus
10	Niveau RDC Etat futur Menuiseries
11	Niveau RDC Etat futur Doublage cloisons
12	Niveau RDC Etat futur Faïence Chape Carrelage
13	Niveau RDC Etat futur Electricité Incendie
14	Niveau R+1 Etat futur Fluides et réseaux
15	Niveau R+1 Etat futur Menuiseries
16	Niveau R+1 Etat futur Doublage Cloisons
17	Niveau R+1 Etat futur Electricité Incendie
18	Niveau R+2 Etat futur
19	Niveau RDC Matériel de restauration du commissariat MRC
20	Niveau R+1 Matériel de restauration du commissariat MRC

4.3.Mission de synthèse

Le titulaire du présent marché établira un planning global d'exécution qui sera soumis à visa du MOE en période de préparation. Ce planning pourra être mis à jour si le maître d'œuvre en juge nécessaire pendant toute la durée d'exécution des travaux.

Avant la réception, le titulaire du marché devra fournir au maître d'œuvre le dossier de plans des ouvrages exécutés (DOE) suivant les prescriptions en annexe 1 des présentes dispositions générales.

4.4.- Pièces à fournir par le titulaire du marché

Les documents présentés pour visa au Moe, doivent lui être présentés en 3 exemplaires papier au minimum 15 jours avant le début d'exécution prévu par le titulaire.

Par ailleurs, le maître d'œuvre se réserve le droit de demander certains documents en papier et de façon dématérialisé (format PDF, .DWG pour les plans, Project pour les calendriers, etc...).

Les échantillons nécessaires au choix de matériaux, coloris, etc... doivent être présentés au Moe au minimum 15 jours avant la commande de ces matériels et matériaux. Les avis techniques, fiches techniques, etc... doivent avoir été visés par le Moe au préalable (avant commande et mise en œuvre).

Les documents suivants sont à fournir par le titulaire du marché :

Pendant la période de préparation :

- Plan de prévention de sécurité et protection de la santé (PPSPS) du titulaire et sous-traitant,
- Plan d'installation de chantier (PIC),
- **La planification de chacune des tâches d'exécution** (à remettre au plus tard 10 jours après le début de la période de préparation – les contraintes de chaque ST devront être prises en compte; indication des mentions suivantes : jalons de remises des documents, actes spéciaux de sous-traitance, remise de documents au Moe, exécution des travaux, etc...)
- Mesures et plans de retrait dus à la présence de plomb.
- Visite sur site, repérage de **tous les réseaux** par les ST concernés et prise en compte des contraintes liées à l'existant pour élaboration des études d'exécution et travaux.
- Visite sur site afin d'évaluer les contraintes d'encombrement, de singularités liées au type de construction.

- Un échéancier financier prévisionnel des acomptes mensuels,
- Les attestations d'assurances en cours de validité pour les travaux à exécuter,
- Les plans de détails et des réservations,
- Les plans d'implantation des réseaux,
- Les fiches techniques des produits,
- Les démarches auprès des éventuels intervenants extérieur (EDF / GDF, eau, etc...) / DICT, ...
- La liste des personnels et véhicules (accompagnée de la copie des cartes d'identité et cartes grises),
 - Demande de contrôle élémentaire, fiche de contrôle élémentaire, (FICE-CPR), à transmettre renseignée au début de la période de préparation ;
- les divers documents relatifs aux accès sur le chantier,
- les documents techniques (Cf. ci-après) nécessaires au commencement des travaux en fin de période de préparation,
- la copie des documents remis au C-SPS et à l'inspection du travail dans les armées : contrôleur général des armées.

Nota : La période d'exécution des travaux ne pourra débuter qu'une fois tous les documents remis et diverses démarches effectuées par le titulaire.

Pendant la durée des travaux mais Avant exécution des travaux :

- L'ensemble des pièces et démarches nécessaires à l'obtention des autorisations d'accès au site (à faire dès la période de préparation de chantier et au plus tard 10 jours ouvrés avant la venue sur site),
- Notes de calculs,
- Plans et études de détails,
- Plans de réservations,
- Schémas divers (électricité, gaz, plomberie, eaux usées, eau potable, chauffage, VMC, insufflation, etc...),
- Avis techniques sur matériaux et procédés,
- Les notices techniques des matériaux et matériels,
- Les nuanciers et échantillons,
- Tous documents demandés par le Moe au titulaire avant exécution.

Tous les documents cités ci-dessus doivent être impérativement visés par le maître d'œuvre avant toute exécution en respect des stipulations de l'article 29.1.5 du CCAG.

Pendant la durée des travaux :

- Un exemplaire du DOE (dossier des ouvrages exécutés) sera mis à disposition dans le local réunion de chantier. Il sera complété au fur et à mesure de l'établissement et de la fourniture des documents. Un sommaire, faisant apparaître la liste des documents, sera placé en tête de ce classeur.
- L'entrepreneur effectuera toutes les démarches nécessaires concernant ces installations auprès des différentes administrations.

(Autorités sanitaires, distributeurs d'énergie, etc...) pour que les installations puissent être en fonctionnement à l'ouverture des locaux.

- Les différents résultats des essais demandés au C.C.T.P. et C.C.A.P.,
- La planification éventuellement mise à jour de chacune de ces tâches d'exécution et le calendrier général d'exécution (les contraintes de chaque lot devront être prises en compte).

Après achèvement des travaux :

En complément à l'article 40 du CCAG et avant réception des travaux, il sera fourni le Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE) **conformément aux spécifications de l'annexe 1 des dispositions générales.**

Le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE), dont les plans, seront fourni en :

- **deux exemplaires** sur support papier sous classeurs
- **un exemplaire** sur **trois** supports informatiques clé USB, les plans seront fournis au format DWG version 2010.

Chaque dossier sera présenté de la manière suivante :

- un classeur « DOE » par ST regroupant l'ensemble des documents nécessaires à l'exploitation de l'installation, comprenant les fiches domaniale (G2D) et gestion technique du patrimoine (GTP) y compris les fiches de recensement des composants (CIC) ;
- un classeur « dossier de maintenance » (d'une couleur différente que celle du DOE) ;
- un classeur « plans » de recollement.

Le DOE comprendra au minimum les informations permettant de connaître :

- Les consignes détaillées de fonctionnement des installations permettant à toute personne chargée de la maintenance d'intervenir sans erreur ni omission, ainsi que les garanties sur les différents matériels mis en œuvre (y compris les périodes d'intervention à prévoir pour la maintenance des installations) ;

- Les notices techniques et la nomenclature des pièces de tous les matériels ;
- Les notices d'entretien des matériels comprendront notamment : armoires, appareils d'éclairage, disjoncteurs, matériels de télédistribution, appareillage de chauffage, ventilation, plomberie, etc...
- L'entrepreneur remettra également les recettes des matériels, les rapports de mesures.
- Il devra également remettre les plans de recollements mis à jour, les plans des constructeurs de matériels (tableau BT, tableau des armoires électriques, etc.)
- Un jeu de plans des schémas électriques sera également laissé dans les armoires électriques.
- Les différents résultats des essais demandés au C.C.T.P. et CCAP et analyse d'eau potable et PV de désinfection du réseau AEP.
- Les contrats de maintenances des matériels installés.

Chaque ST aura à sa charge la fourniture des justificatifs permettant l'obtention des certificats d'économie d'énergie (factures, bons de commandes, fiches techniques et tout autre document demandé par le maître d'œuvre).

La non fourniture des documents précisés ci-avant fera l'objet de pénalités définies dans le C.C.A.P.

4.5.- Contraintes

Le bâtiment ne devra supporter aucun désordre lié aux intempéries et liés aux travaux de démolition.

Appréhender les contraintes liées aux accès (notamment les locaux occupés) et horaires d'accès du Quartier capitaine DANJOU afin d'élaborer d'une part le planning et afin d'organiser ses horaires de travail d'autre part.

Le titulaire devra également assurer la continuité de service des locaux du château autre que de la zone de travaux pendant toute la durée des travaux :

- électricité courant fort, courants faibles postes de travail,
- alarme incendie,
- chauffage,
- évacuation des eaux usées, des eaux vannes,
- arrivée d'eau potable
- accès de l'ensemble des locaux occupés rez-de-chaussée, 1^{er} et 2^{ème} étages pendant toute la durée des travaux. Au sein de ces locaux occupés et dont la continuité de service doit être assurée, les entreprises veilleront à limiter au maximum la durée des travaux dans ces locaux. Un plan de prévention sera établi entre les chargés de prévention du 4 RE et le titulaire du marché pour les travaux réalisés dans ces locaux occupés.

4.6.- Visites des lieux

Une visite des lieux est obligatoire pour chaque soumissionnaire qui devra prendre contact avec le maître d'œuvre **au plus tard 8 jours avant la date de remise d'offres.**

L'entrepreneur devra, préalablement à cette visite, avoir pris connaissance du dossier.

Cette visite doit lui permettre d'appréhender toutes les difficultés et contraintes du chantier.

Lors de cette visite, l'entreprise se verra remettre une attestation de visite des lieux à remettre obligatoirement avec son offre.

L'entrepreneur aura étudié, pour l'établissement de son offre, de façon approfondie, le dossier de consultation et donnera un prix forfaitaire pour l'ensemble des travaux à réaliser. Ainsi, une omission sur un plan ou dans le devis descriptif ne saurait le soustraire à exécuter les ouvrages tels qu'ils sont, soit dessinés, soit décrits. Sauf stipulation contraire, le fait de devoir la pose entraînera la fourniture et le raccordement du matériel demandé dans les règles de l'art (DTU, normes.. en vigueur).

Il lui appartiendra de signaler en temps utile, et obligatoirement avant la remise d'offres, les omissions, les imprécisions ou les contradictions qu'il aurait pu relever dans les documents fournis, et de demander les éclaircissements nécessaires.

En conséquence, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'aucune erreur ou omission susceptible d'être relevée dans les pièces du marché, pour refuser l'exécution des travaux nécessaires au complet achèvement des installations en ordre de fonctionnement, pour prétendre ultérieurement à des suppléments au montant de son offre ou pour justifier un mauvais fonctionnement.

ARTICLE 5. - MODALITES ET CONTRAINTES D'ACCES

5.1.- Accès des personnels et des véhicules

Le titulaire devra, dès la période de préparation et au minimum 20 jours avant la date d'intervention prévue, appliquer et respecter les règles définies par le 4^{ème} régiment Etranger. Il prendra contact dans ce délai avec le poste de sécurité et le service général du 4^{ème} régiment Etranger pour connaître les modalités d'accès et les horaires d'accès au chantier qui seront concordant avec les horaires d'ouverture du Quartier.

Les contrôles primaires (CRP) des personnels des entreprises devront être transmis pour enquête au représentant du maître d'œuvre, il se pourra que des personnels d'entreprise ne puisse obtenir l'autorisation d'accès au quartier pour cela aucune indemnisation ou délais supplémentaires ne pourront être accordés au titulaire.

5.2.- Accès au chantier

Le titulaire doit toutes les mesures nécessaires afin de garantir le maintien de l'état des voiries existantes depuis l'entrée du quartier jusqu'au lieu d'exécution des travaux.

Un état des lieux sera réalisé avant le début des travaux de l'entrée du quartier jusqu'aux zones de travaux entre le titulaire et le représentant du maître d'œuvre.

Par ailleurs, celles-ci devront rester propre, et ce quel que soit les conditions météorologiques. Si nécessaire le titulaire restera responsable des dégâts constatés et réalisera un nettoyage périodique des voiries empruntées.

Le titulaire doit la mise en place de panneautages de signalisation nécessaires pour la sécurité et pour indiquer l'accès au chantier et leur entretien jusqu'à la fin de la livraison.

5.3.- Contraintes liées au site

Le 4^o RE se réserve le droit pour activités diverses militaire d'interdire l'accès au site pour une durée de dix (10) jours répartis sur une année calendaire, sans pouvoir prétendre à aucune indemnisation financière ou délais supplémentaires.

ARTICLE 6. - PROTECTION INCENDIE

Vis à vis des règlements de sécurité contre les risques d'incendie, le bâtiment est classé comme bâtiment à usage professionnel (BUP) soumis au code du travail.

Le château étant utilisé pour des activités de type ERP ponctuellement, en l'absence d'exigences précises dans le code du travail, il convient de prendre en référence les exigences applicables aux grandes cuisines en ERP (articles GC).

Pour rappel, une Grande de Cuisine (GC) est un local ou un groupement de locaux non isolés entre eux comportant des appareils de cuisson et de remise en température d'une puissance supérieure à 20 KW. Les règles applicables aux grandes cuisines sont :

- Une Grande Cuisine est un local à risques moyens ;

- Un local à risques moyens doit être isolé du public (convives) par des **parois et planchers CF 1h** et blocs portes CF 1/2h avec ferme porte.
- **La grande cuisine est uniquement le local 003.**
- Dans ce cas, au rez-de-chaussée il faut traiter les parois du local 003 CF 1 heure, le plancher haut du local 003 en CF 1 heure, les portes **19, 32, 13 et 20** CF ½ heure + ferme-porte.
- Dans ce cas, au 1^{er} étage il faut traiter les parois du local école CF 1 heure, le plancher haut du local école en CF 1 heure, la porte **19**, CF ½ heure + ferme-porte.

ARTICLE 7. - ISOLATION ACOUSTIQUE

Les exigences acoustiques devront tendre au plus près à la nouvelle réglementation acoustique (NRA) en vigueur à savoir :

Vis-à-vis des bruits extérieurs :

Les parois extérieures ne sont pas directement exposées à des bruits extérieurs contraignants. Il sera cependant nécessaire d'obtenir un isolement standardisé pondéré des locaux contre les bruits de l'extérieur soit au minimum de 30 dB (A) par rapport à un bruit routier à l'émission.

Vis-à-vis des autres locaux :

-entre laverie et salle restauration du chef de corps au rez-de chaussée : la demande d'un isolement standardisé pondéré de 53 dB(A) minimum sera à mettre en place. Cet isolement nécessite la mise en place d'un système séparatif ayant un indice d'affaiblissement acoustique pondéré au moins égal à 59 dB (A).

-entre salle et local technique : 58 dB(A) si option 1 retenue.

Vis-à-vis des bruits d'impact :

L'isolement standardisé pondéré par les planchers recouverts de leurs revêtements de sol sera tel que le niveau de pression pondéré du bruit de choc standardisé $L'_{nT,w}$ perçu dans chaque chambre ne dépasse pas 55 dB(A).

Vis-à-vis des bruits d'équipement :

Les robinetteries seront choisies dans le groupe 1 (DS supérieur ou égal à 25).

Le niveau de pression acoustique engendré par la VMC et autres appareils en position débit minimal, ne devront pas dépasser 36 dB(A).

ARTICLE 8. - ESSAIS ET CONTROLES

Les conditions dans lesquelles sont réalisées les essais de contrôle et les épreuves sont définies au CCAP et aux articles 24 et 38 du CCAG.

ARTICLE 9. - PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION

Les réservations, percements et trous pour scellements sont à la charge du titulaire ou du mandataire en liaison avec les éventuels sous-traitants.

Les réservations de scellements seront effectuées par incorporation de "taquets", de polystyrène expansé, taillés en queue d'aronde pour éviter un arrachage par traction. La sublimation au chalumeau sera effectuée par l'entreprise de gros œuvre.

9.1. - Traits de niveau

Le trait de niveau sera tracé et entretenu par le titulaire ou le mandataire. Il sera reporté ou tracé à chaque étage autant de fois qu'il sera nécessaire jusqu'à la fin du chantier, sans que l'entrepreneur puisse prétendre à une indemnité.

En outre, le titulaire ou le mandataire sera tenu de matérialiser de façon définitive, des points de niveau répartis sur l'ensemble du chantier (bornes ou repères sur bâtiments).

9.2. - Niveau d'arase des sols

L'arase brute des éléments en béton armé ou chape mortier sera arrêtée en fonction des revêtements de sols prévus et ce, par rapport aux niveaux des sols finis indiqués sur les plans.

9.3. - Mise en œuvre de sources de chaleur

L'exécution des travaux nécessitant la mise en œuvre d'une source de chaleur mobile (chalumeau, lampe à souder...) devra être précédée de la remise au Maître d'Œuvre d'une fiche permis feu indiquant :

- . la nature, le lieu, la date et la durée du travail à effectuer,
- . les mesures de prévention prises contre les risques d'incendie,
- . les moyens éventuels de lutte contre l'incendie prévus sur le chantier concerné.

Ils pourront être soumis dans des cas particuliers à autorisation du Maître d'Œuvre et du CSPS.

9.4. - Point particulier des produits dangereux.

Tous les produits dangereux tels que bouteille de gaz ou batterie au lithium seront évacués du chantier chaque soir.

9.5. - Installations de chantier:

Les installations de chantier feront l'objet d'un plan d'organisation de chantier établi par le titulaire du marché et soumis au visa du maître d'œuvre avec avis du CSPS et du chargé de prévention du site.

Tout stockage de matériaux sur **les abords** du château devra être entouré de panneaux de clôture verrouillés en partie haute. L'entreprise titulaire doit les installations de chantier durant toute la durée des travaux même si cette dernière n'est plus présente sur le chantier ainsi que les raccordements au réseau BT et eau potable.

Le titulaire du marché doit l'évacuation des déchets de chantier, qu'ils proviennent des travaux réalisés à proprement parlé ou qu'ils proviennent de l'activité du chantier y compris les fournitures. Les évacuations doivent avoir lieu périodiquement en fonction du volume des déchets. Le tri sélectif est imposé.

Un nettoyage général du chantier est à prévoir hebdomadairement.

Le titulaire du marché devra la mise en place de goulottes débouchant dans des bennes pour l'évacuation des gravats de démolition.

L'entreprise titulaire assurera durant le chantier la mise à disposition d'une source d'électricité ainsi qu'au R+1 pour les salles réfectoire, vestiaires et bureau du chantier. Elle assurera également l'éclairage provisoire de chantier dans le bâtiment pour l'ensemble des lots.

L'entreprise titulaire du marché assurera durant le chantier la mise à disposition des points d'approvisionnement en eau pour le besoin des travaux de chaque ST par la mise en place de compteur de distribution provisoires dans le bâtiment.

L'entreprise titulaire du marché devra la mise en place de l'accès à la toiture terrasse pour le remplacement de l'étanchéité et isolation et de la dépose et pose des groupes de ventilation.

9.5.1. - Branchement provisoires

Le titulaire du marché se raccordera sur les réseaux existants (alimentation en eau, assainissement et électricité) pour les besoins du chantier et pour toute sa durée.

Les branchements provisoires, raccordements des installations, réseaux extérieurs de distribution, force motrice et éclairage provisoire, ainsi que leur entretien sont à la charge du titulaire du marché.

Les locaux du château non concernés par les travaux, salles de réceptions, bar, sanitaires, circulations, etc...., resteront fonctionnelles durant la phase d'exécution des travaux, de fait, les réseaux, d'eaux usées, d'eaux froides, d'eaux chaudes sanitaires, électriques, chauffage, alarme incendie, doivent rester en activité pour les zones du château, hors du périmètre de travaux.

9.5.2. - Accès chantier

Accès par l'entrée principale de la cuisine au rez-de-chaussée du bâtiment 0026 en pignon ouest du bâtiment.

9.5.3. - Aménagement des locaux pour installation de chantier

Le titulaire du marché devra l'aménagement, l'ameublement et l'entretien des locaux durant toute la durée du chantier concernant les locaux mis à disposition au R+1 du château en zone travaux pour :

- salle de réunion et réfectoire pour 10 personnes (tables + chaises+1 armoire+1 panneau d'affichage+ micro-onde) ; un point d'eau doit être mis en place ;
- vestiaires avec casiers fermant à clé pour 12 personnes minimum ;
- le fléchage de l'accès au chantier depuis l'entrée de la caserne (à entretenir et maintenir pendant toute la durée du marché).

Le titulaire du marché devra :

- la mise en place de WC chimique au pied du château à l'extérieur pour l'ensemble des lots et à disposition pour toute la durée des travaux, prévoir nettoyage inclus ;
- la signalisation et la délimitation de l'emprise des travaux par les moyens adaptés selon les risques d'interférences avec les occupants du Quartier.
- l'installation de bennes d'évacuation des déchets de chantier (à remplacer autant que nécessaire) destinées aux déchets de démolitions, déposes et emballages du chantier. Le tri sélectif sera réalisé.

Le titulaire du marché assurera l'entretien et le ménage des installations de chantier de façon hebdomadaire.

Les différentes zones des installations de chantier (zone vie, bennes d'évacuation des déchets, zone stockage, etc.) seront délimitées par barrière composées d'un portail avec cadena à code. La clôture sera de type panneaux grillagés de 2.00 m de hauteur stabilisée par des plots béton ; les contreventements nécessaires au maintien par tous temps sont à prévoir ; des accès piétons et véhicules seront aménagés ; la signalisation réglementaire sera apposée sur ces clôtures.

Après le repliement des installations de chantier en fin de chantier, l'entreprise titulaire du marché doit le nettoyage et la remise en état des abords.

Le titulaire du marché doit le raccordement des installations de chantier aux différents fluides (téléphone, électricité, eau, EU sur réseau ou assainissement autonome).

Le titulaire du marché mettra en place le coffret électrique général de chantier, ainsi qu'un minimum de 2 coffrets de chantier un par niveau afin de disposer d'une source d'alimentation électrique pour les travaux lorsque l'électricité ne sera plus disponible. Fournir **les vérifications s'y rapportant**. Les nombres et implantations seront définis avec le C-SPS.

L'entreprise titulaire du marché doit également la distribution et l'implantation de points de puisage d'eau– à définir avec le C-SPS.

Les consommations des différents fluides sont fournies à titre gratuit.

9.6. Traitement des déchets :

Le titulaire du marché devra l'évacuation, la gestion et le suivi de l'ensemble des déchets de chantier, qu'ils proviennent des travaux réalisés à proprement parlé ou qu'ils proviennent de l'activité du chantier y compris les fournitures. Les évacuations doivent avoir lieu périodiquement, en fonction du volume des déchets, en décharge agréée, après réalisation du tri sélectif.

Afin d'assurer la traçabilité réglementaire des déchets issus du présent marché, la dématérialisation des bordereaux de suivi des déchets issus du présent marché, qu'ils soient dangereux, polluants organiques persistants ou non dangereux, est assurée via l'utilisation de l'outil numérique gratuit

« Trackdéchets » (<https://trackdechets.beta.gouv.fr/>), développé par le Ministère de la Transition Ecologique.

Les Titulaires s'assureront de la création des bordereaux de suivi de déchets (BSD) via Trackdéchets. Ces BSD sont créés soit par le Titulaire, soit par le transporteur.

Le titulaire s'assurera que les BSD sont générés à minima cinq (5) jours avant l'enlèvement des déchets. Dès création du document, le Titulaire en informe par courriel l'Acheteur (=producteur). Les entreprises de transport, collecte et traitement des déchets non dangereux, intervenant au profit du Titulaire, sont obligatoirement inscrites sur Trackdéchets.

Les informations relatives au chantier sont les suivantes :

4ème Régiment Etranger – Quartier Danjou – Bâtiment n° 026

CASTELNAUDARY (11)

Cercle-mess et stage RHL

Rénovation de la cuisine du château des Cheminières

L'Acheteur transmet aux titulaires les codes et numéros concernés lors de la première réunion après notification du marché.

Lorsque les BSD sont créés par le transporteur, les titulaires fourniront à celui-ci les informations relatives aux déchets, (codes, quantités estimées, n° de certificat d'acceptation préalable, etc...).

En cas de manquement, le Titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 4.3.1.9 du CCAP.

9.6.1. - Panneaux de chantier

Il sera mis en place par le présent titulaire :

- L'affichage de la déclaration de travaux.
- Fourniture et pose d'un panneau de chantier comprenant fixation à entretenir pendant toute la durée des travaux, conforme au plan de détail en annexe des dispositions générales. Il sera visible de la voie publique pendant toute la durée du chantier. Il sera en matière souple sérigraphié de dimension 1 mètre x 1 mètre minimum.

ARTICLE 10. - NETTOYAGE ET PROTECTION DES OUVRAGES

Tout titulaire du marché a la responsabilité du nettoyage et de la protection des ouvrages réalisés par ses soins jusqu'à la réception de l'ensemble :

La protection doit tenir compte des interventions des autres corps d'état sur ou à proximité immédiate des ouvrages concernés :

- le titulaire du marché concernant la S.T. peinture doit assurer la protection des surfaces livrées par d'autres corps d'état et susceptibles d'être tachées ou attaquées par les produits qu'il utilise. Il doit en outre visualiser temporairement les produits verriers mis en place par ses soins.
- le titulaire marché concernant les menuiseries devront assurer la protection qui leur incombe des menuiseries tant extérieures qu'intérieures notamment les portes palières, ainsi que la visualisation temporaire des produits verriers mis en place par leurs soins. Il devra la protection des portes intérieures conservées.
- le titulaire du marché concernant la ST génie climatique devra assurer la protection des appareils sanitaires et des bondes.

Pour ce qui concerne le **nettoyage final avant réception** (OPR) :

L'entreprise titulaire du marché doit l'enlèvement et l'évacuation des protections mises en place et le nettoyage des ouvrages ou équipements qui étaient protégés. En particulier :

- le balayage et le lavage des locaux ayant fait l'objet de travaux de peinture ou de tenture, le nettoyage des vitres, dépoussiérage des rebords de fenêtres, etc...
- le balayage et le lavage des autres locaux et cages d'escaliers et des abords des bâtiments.
- le nettoyage et balayage des extérieurs y compris des emplacements des installations de chantiers.

Pour ce qui concerne le **nettoyage final avant livraison** au client (après OPR et levée de réserves) :

L'entreprise titulaire du marché doit le nettoyage final comprenant le balayage, le dépoussiérage, le lavage des locaux, le nettoyage final des vitres, des sanitaires, des escaliers, des combles, des plénums des plafonds, des dégagements, et des abords.

L'entreprise titulaire du marché est donc responsable du nettoyage final général du chantier.

ARTICLE 11. - NUMEROTATION ET DESIGNATION DES LOCAUX

Voir plans état futur.

VOIR ANNEXE N°1 : NOTICE RELATIVE AU DOE

VOIR ANNEXE N°2 : PANNEAU DE CHANTIER